

Journée mondiale d'un environnement dégradé



Gérard Le Puill

Peu de gens semblent le savoir, mais la journée mondiale de l'Environnement se déroule chaque année le 5 juin depuis 1993 au niveau planétaire. Elle devait sensibiliser le public au respect de la nature et contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais la mondialisation capitaliste fondée sur la course au profit continue de produire l'effet inverse.

La journée mondiale de la biodiversité s'est déroulée le 22 mai dans l'indifférence des grands moyens d'information, concentrés sur les enjeux des guerres qui se mènent en Iran, en Ukraine et ailleurs. Ce 5 juin, nous passons à la journée mondiale de l'environnement. Elle se déroule sur une planète qui compte désormais plus de 8 milliards d'habitants, un chiffre qui devrait encore progresser pour atteindre 9,6 milliards en 2050, selon l'ONU. Durant les dix derniers jours du mois de mai, nous avons connu en France des températures diurnes très élevées pour cette période de l'année. Une nouvelle inquiétante concernant les températures moyennes des prochaines décennies.

World Vision France est membre de l'association mondiale World Vision, laquelle compte environ 35.000 membres dans plus de 100 pays à travers le monde. Dans un document publié en amont de cette journée mondiale, World Vision France indiquait qu'au moins « 242 millions d'enfants dans 85 pays ont vu en 2024 leur scolarité interrompue par des événements climatiques extrêmes: sécheresses, inondations, vagues de chaleur ou stress hydrique. Pour World Vision France, la crise environnementale est désormais une urgence humaine qui frappe d'abord les plus vulnérables ». Directrice de World Vision France, Camille Romain des Boscs ajoutait que « nous parlons là d'enfants qui perdent l'accès à l'eau, à l'école, à l'alimentation, à cause de phénomènes climatiques de plus en plus violents. La crise climatique est devenue une crise de l'enfance ».

920 millions d'enfants exposés à un stress hydrique élevé

Toujours selon World Vision France, « près d'un milliard d'enfants vivent aujourd'hui dans des pays considérés comme à très haut risque climatique et 920 millions sont exposés à un stress hydrique élevé. Dans de nombreuses régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, la crise environnementale fragilise directement les moyens de subsistance des familles. Dans la Corne de l'Afrique, des sécheresses historiques ont plongé des millions de familles dans l'insécurité alimentaire. En Asie, les inondations détruisent des habitations, des écoles, des routes et des accès essentiels à l'eau ou aux soins. Dans certaines régions sahéliennes, l'avancée de la désertification réduit drastiquement les capacités agricoles des communautés rurales ».

A la description d'une situation mondiale préoccupante effectuée par World Vision France, il convient d'ajouter les conséquences des prochaines sécheresses qui menacent plusieurs pays avec le retour annoncé du phénomène climatique El Nino. En attendant, la guerre menée contre l'Iran par les Etats-Unis et Israël a fait flamber les prix des engrais azotés indispensables pour avoir de bons rendements agricoles, tandis que les sécheresses et les intempéries font chuter les rendements. Le prix de ces engrais a augmenté de 60% depuis le début du mois mars. Mais la tonne de blé français rendue au port de Rouen pour l'exportation ne cotait que 182€ le mardi 2 juin contre 230€ en juin 2024 et plus de 300€ en mars 2023. Mais si les producteurs réduisent leurs superficies de blé et de maïs en 2027 faute de perspective de prix rémunérateurs au moment des semis, une pénurie mondiale de céréales pourrait intervenir l'an prochain avec une envolée des prix insupportable pour de nombreux consommateurs et pas seulement dans les pays pauvres.

Fortes inquiétudes avec le retour d'El Nino

Selon une analyse de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) publiée le 2 juin, il a 80% de probabilité d'un phénomène El Nino dès cet été. Il provoquera des sécheresses, des incendies et des pertes de récoltes. En de nombreuses régions du monde, il y aura aussi de fortes pluies et des inondations, notamment dans des pays d'Amérique du sud, d'Afrique et d'Asie, de même qu'en Australie. En France, les orages de grêle succédant aux journées caniculaires de mai ont souvent provoqué d'importants dégâts dans les serres, mais aussi sur des cultures de plein champ, ainsi que sur des vergers et des vignobles. Les fortes chaleurs de la fin du mois de mai ont aussi perturbé le remplissage des épis de blé et d'orge, ce qui peut se traduire par une chute importante des rendements au moment de la moisson.

En 1992, fut adoptée la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Elle prévoyait un appareil de négociation permanent qui n'a donné depuis que de piètres résultats. Chez nous, la Commission européenne prétendait que la neutralité carbone serait atteinte dès 2050 dans les pays membres de l'Union en interdisant, à partir de 2035, la vente des véhicules neufs équipés d'un moteur thermique afin de favoriser les voitures électriques moins émettrices de CO2. Elle vient de renoncer à cet objectif. Toujours en Europe, le recours aux énergies renouvelables était présenté comme un moyen supplémentaire pour atteindre la neutralité carbone. De 17% en 2014 dans les 27 pays membres de l'Union, la production d'énergies renouvelables atteindrait environ 25% en 2026. Mais la gestion de cette énergie intermittente occasionne des pertes souvent élevées, tandis le recours au nucléaire a reculé en Europe et a même disparu en Allemagne. Du coup, alors que l'Europe importait 54% de ses besoins en énergies fossiles en 2014 cette part s'élève 58% désormais.

Cette dépendance accrue aux énergies fossiles favorise aussi la spéculation et les profits des firmes multinationales dont le groupe privatisé TotalEnergies en France. Une économie fondée sur la course aux profits ne favorisera jamais la réduction des émissions de CO2 responsables du réchauffement climatique depuis deux siècles.